



CHAPITRE 72

Loi modifiant la Loi des compagnies

[Sanctionnée le 24 mars 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.^rR., c.
271, aa.
24 et 25,
rempl.

1. Les articles 24 et 25 de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) sont remplacés par les suivants:

Annula-
tion de la
charte.

« **24.** Le lieutenant-gouverneur peut annuler la charte de toute compagnie qui, pendant deux années consécutives, a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chap. 273) si un avis de cette omission et de la sanction prévue au présent article a été donné par le secrétaire de la province au moins soixante jours auparavant; cet avis est publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec* et adressé par courrier recommandé aux derniers administrateurs de la compagnie inscrits dans les dossiers du secrétaire de la province et à la dernière adresse qui y est indiquée.

Publica-
tion de
l'avis.

« **25.** Le secrétaire de la province fait publier dans la *Gazette officielle de Québec* un avis de l'annulation décrétée en vertu de l'article 24; à compter de la date de cette publication, la compagnie est dissoute et sa charte est annulée sous réserve de la disposition suivante.

Révoca-
tion de
l'annula-
tion.

A la demande de toute personne intéressée, le lieutenant-gouverneur peut, dans l'année qui suit et aux conditions qu'il dé-

CHAPTER 72

An Act to amend the Companies Act

[Assented to 24th March 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Sections 24 and 25 of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271) are replaced by the following:

R. S., c.
271, ss.
24 and 25,
replaced.

“**24.** The Lieutenant-Governor may annul the charter of any company which, during two consecutive years, has failed to file the return required by section 4 of the Companies Information Act (Chap. 273), if a notice of such failure and of the penalty provided by this section has been given by the Provincial Secretary at least sixty days in advance; such notice shall be published once in the *Quebec Official Gazette* and forwarded by registered mail to the last directors of the company recorded in the files of the Provincial Secretary and to the last address there shown.

Annul-
ment of
charter.

“**25.** The Provincial Secretary shall cause to be published in the *Quebec Official Gazette* a notice of every annulment made under section 24; upon the date of such publication, the company shall become dissolved and its charter annulled subject to the following provision.

Publica-
tion of
notice.

Upon the application of any interested person, the Lieutenant-Governor may, during the following year and on such

Revoca-
tion of
annul-
ment.

termine, révoquer cette annulation par un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*; dans ce cas, la charte de la compagnie est censée, sous réserve des dispositions contenues à cet égard dans l'avis, n'avoir jamais été annulée sans préjudice cependant des droits acquis par toute personne depuis la dissolution. »

conditions as he may determine, revoke such annulment by a notice published in the *Quebec Official Gazette*; in such case, the charter of the company shall be deemed, subject to the provisions in that regard contained in the notice, never to have been annulled, without prejudice, however, to the rights acquired by any person since the dissolution."

S. R., c. 271, a. 126, remp. **2.** L'article 126 de la dite loi est remplacé par les suivants:

2. Section 126 of the said act is replaced by the following:

Annulation de la charte.

« **126.** Le lieutenant-gouverneur peut annuler la charte de toute compagnie qui, pendant deux années consécutives, a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chap. 273) si un avis de cette omission et de la sanction prévue au présent article a été donné par le secrétaire de la province au moins soixante jours auparavant; cet avis est publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec* et adressé par courrier recommandé aux derniers administrateurs de la compagnie inscrits dans les dossiers du secrétaire de la province et à la dernière adresse qui y est indiquée.

« **126.** The Lieutenant-Governor may annul the charter of any company which, during two consecutive years, has failed to file the return required by section 4 of the Companies Information Act (Chap. 273), if a notice of such failure and of the penalty provided by this section has been given by the Provincial Secretary at least sixty days in advance; such notice shall be published once in the *Quebec Official Gazette* and forwarded by registered mail to the last directors of the company recorded in the files of the Provincial Secretary and to the last address there shown.

R. S., c. 271, s. 126, replaced.

Annulment of charter.

Publication de l'avis.

« **126a.** Le secrétaire de la province fait publier dans la *Gazette officielle de Québec* un avis de l'annulation décrétée en vertu de l'article 126; à compter de la date de cette publication, la compagnie est dissoute et sa charte est annulée sous réserve de la disposition suivante.

« **126a.** The Provincial Secretary shall cause to be published in the *Quebec Official Gazette* a notice of every annulment made under section 126; upon the date of such publication, the company shall become dissolved and its charter annulled subject to the following provision.

Publication of notice.

Révocation de l'annulation.

A la demande de toute personne intéressée, le lieutenant-gouverneur peut, dans l'année qui suit et aux conditions qu'il détermine, révoquer cette annulation par un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*; dans ce cas, la charte de la compagnie est censée, sous réserve des dispositions contenues à cet égard dans l'avis, n'avoir jamais été annulée sans préjudice cependant des droits acquis par toute personne depuis la dissolution. »

Upon the application of any interested person, the Lieutenant-Governor may, during the following year and on such conditions as he may determine, revoke such annulment by a notice published in the *Quebec Official Gazette*; in such case, the charter of the company shall be deemed, subject to the provisions in that regard contained in the notice, never to have been annulled, without prejudice, however, to the rights acquired by any person since the dissolution."

Revocation of annulment.

S. R., c. 271, a. 25, par. 3, ab.

3. L'article 1 a pour effet d'abroger, à compter du 1er septembre 1964, le paragraphe 3 de l'article 25 de la Loi des compagnies (article 25c de la Loi des compa-

3. Section 1 shall have the effect of repealing, as of the 1st of September 1964, subsection 3 of section 25 of the Companies Act (section 25c of the Quebec Companies

R. S., c. 271, s. 25, sub. 3, repealed.

gnies de Québec édicté par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 48).

Interpré-
tation.

L'article 25 de la Loi des compagnies décrété par l'article 1 s'applique à toute compagnie dont la charte a été annulée par le lieutenant-gouverneur en conseil depuis le 1er septembre 1964.

Act, enacted by section 1 of the act 10 George VI, chapter 48).

Section 25 of the Companies Act, enacted by section 1, shall apply to every company the charter of which has been annulled by the Lieutenant-Governor in Council since the 1st of September 1964.

Inter-
pretation.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force